La Procédure d'asile
Formation ADDE du 9.11.12

Géraldine Lénelle

g.lenelle@avocat.be

- ◆ Loi du 15 .12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers
- ◆ Convention de Genève du 28.7.1951 (L80)
- ◆ Arrêté royal du 8.10.1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (AR 81)
- ◆ Arrêté royal du 11.7.2003 fixant le fonctionnement du CGRA et Arrêté royal du 11.7.2003 fixant certains éléments de la procédure à suivre par le service de l'Office des étrangers chargé de l'examen des demandes d'asile sur la base de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers
- ◆ Règlement (CE) no343/2003 du Conseil du 18 février 2003 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des États membres par un ressortissant d'un pays tiers (« Règlement de Dublin »).

Institutions compétentes

- ◆ Office des étrangers (OE)
- ◆ Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides (CGRA)
- ◆ Conseil du Contentieux des Etrangers (CCE)
- ◆ Conseil d'Etat (CE)
- ◆ HCR (CBAR) – 57/23 bis L80

OE - Introduction de la demande

- ◆ A la frontière (51 L80 et 71/2 AR) auprès des autorités chargées du contrôle aux frontières
- ◆ Dans un centre fermé
- ◆ Sur le territoire 51/10L80 - à l'OE

OE-Délais d'introduction de la demande

- ◆ à l'entrée (= de suite) 50 ter L80
- ◆ si entrée irrégulière en B et séjourne illégalement sur le territoire : 8 jours – délai non sanctionné 50L80
- ◆ si entrée en B de manière régulière et possède un court séjour (max 3 mois) :
idem 51 a1L80
- ◆ si long séjour (plus de trois mois+établi) :
avant la fin de la validité du séjour 51a12 L80

OE-Questions diverses

- ◆ Inscription au registre attente et titre de séjour
- ◆ Demandeur d'asile européen ou non européen , seul et sans avocat , mineur seul ou avec son tuteur
- ◆ Élection de domicile obligatoire - CGRA par défaut - modification
- ◆ Français – neerlandais - indication écrite si interprète

Compétences de l'OE

- ◆ Accuse réception de la demande d'asile et l'enregistre
51/10 L80
- ◆ détermine la langue de la procédure 51/4 L80
- ◆ prend les empreintes digitales 51/3 L80
- ◆ procède à la détermination de l'identité et à l'origine du demandeur, détermine le parcours du demandeur
51/10 L80
- ◆ reçoit les documents éventuels déposés par le demandeur contre accusé de réception
- ◆ remet le questionnaire du CGRA
- ◆ transmet le dossier au CGRA

OE – décision (1)- compétence de la B pour examiner une DA

- ◆ Application règlement Dublin et art 51/5 et svts L80
- ◆ **critères** déterminant l'Etat responsable (art 5 et svts Règlement) / cas particuliers : Mena, clause humanitaire
- ◆ **Belgique est compétente** : annexe 25 ou 26 transmission de dossier au CGRA.
- ◆ **Belgique n'est pas compétente** : demande de prise en charge ou reprise en charge (art 16 à 19 Règlement), délais à respecter puis transfert
- ◆ **recours** annulation CCE non suspensif avec suspension – suspension d'extrême urgence

OE-décision (2)-Demandes d'asile multiples

- ◆ Prise en considération ou non
- ◆ Eléments nouveaux prouvant la crainte de subir persécutions qui ont trait à des faits ou situations qui se sont produits après la dernière phase de la procédure à laquelle l'étranger aurait pu les fournir OU preuve nouvelle d'un fait ancien art 51/8 L80
- ◆ recours CCE annulation

OE-décision(3) -maintien dans un lieu déterminé

◆ 74/6§1 L80

CGRA - Convocation

- ◆ au domicile élu par recommandé ou par porteur
- ◆ copie à l'avocat par fax
- ◆ mentions sur la convocation (heure, interprète)
- ◆ absence : 15 jours pour faire valoir motif valable – conséquences

CGRA - Audition

- ◆ Intervenants : interprète, avocat, personne de confiance
- ◆ canevas identité, questions administratives, récit libre sur motifs fuite, questions sur le récit, circonstances du voyage , détermination de l'origine nationale (en fonction de la nationalité)
- ◆ rôle avocat et personne de confiance (contradictions-crédibilité, infos Cedoca)
- ◆ agent : rapport écrit non relu
- ◆ reconvoication possible

CGRA – décision (1)

- ◆ octroyer le statut de réfugié OU octroyer le statut de la PS et refuser le statut de réfugié OU refuser les deux statuts
- ◆ Refus : art 52 L80
- ◆ charge de la preuve – documents – délai de 5 jours ouvrables
- ◆ décision positive : délai de recours du Ministère de l'Intérieur - délivrance des documents d'identité et du titre de séjour

CGRA - décision (2)

- ◆ Refus de prise en considération la DA d'un européen ou originaire d'un pays candidat à l'adhésion
- ◆ Refus de prise en considération la demande d'asile d'un ressortissant d'un pays sûr = 57/6/1 L80 - arrêté royal du 26 mai 2012 portant exécution de l'article 57/6/1 : l'Albanie, le Kosovo, la Macédoine, la Serbie, la Bosnie, le Monténégro et l'Inde

CGRA - décision (3)

- ◆ décider que la DA est sans objet
- ◆ retirer le statut de réfugié ou décider de la cessation statut protection subsidiaire
- ◆ exclure du statut de réfugié ou de la protection subsidiaire

CGRA - décision (4)

- ◆ Délai décision : 2 mois, 15 jours (détenu), 5 jours ouvrables (non prise en considération UE)
- ◆ Délai recours : 15-30 jours, 39/57 L80

CCE – nature du recours

- ◆ Contrôle de pleine juridiction – contrôle de légalité
- ◆ Recours suspensif de plein droit sauf exceptions (cas Dublin, ressortissants UE ou pays surs)

CCE - compétence

- ◆ 39/2 L80
- ◆ reconnaît le statut de réfugié ou celui de la protection subsidiaire ou refuse les deux statuts
- ◆ annule et renvoie au CGRA si irrégularité substantielle ds la décision ou si manque éléments essentiels nécessitant mesures d'instruction complémentaire par le CGRA
- ◆ ressortissants UE, pays sûrs : annule la décision

CCE- recours

- ◆ 39/56 et svts
- ◆ 39/69 L 80
- ◆ AR 21.12.2006 AR Procédure
- ◆ mentions sous peine d'irrecevabilité
- ◆ langue du recours
- ◆ copies conformes, domicile élu, droit de rôle
- ◆ éléments nouveaux - 39/76 L.80

CCE - procédure et audience

- ◆ 39/59 et svts , 39/71 et svts
- ◆ procédure écrite
- ◆ note d'observation
- ◆ 39/73 L80 examen prioritaire – possibilité de demander à être entendu
- ◆ 39/74 amende recours abusif
- ◆ convocation au moins 8 jours avant la date
- ◆ audience publique, huis clos possible, interprète
- ◆ 39/64 absence ou non représenté-défaut-rejet
- ◆ notification au domicile élu
- ◆ 39/77 procédure accélérée si détenu

CCE - arrêt

- ◆ motivé
- ◆ réformation
- ◆ annulation
- ◆ rejet

CE - compétence et filtre

- ◆ 14§2 LCCE
- ◆ cassation administrative, contrôle de légalité
- ◆ Filtre : 20 LCCE-Procédure d'admissibilité
- ◆ (AR 30.11.2006 sur la procédure en cassation devant le CE)

CE-recours

- ◆ Requête en cassation
- ◆ Moyens
- ◆ Formalisme
- ◆ Mentions cfr AR procédure
- ◆ Domicile élu
- ◆ Droit de rôle
- ◆ Pièces à joindre

CE-procédure, audience, arrêt

- ◆ AR 2006
- ◆ Partie adverse : mémoire en réponse
- ◆ Requérant : mémoire en réplique ou mémoire ampliatif sous forme d'un mémoire de synthèse
- ◆ Avis audiorat puis convocation- poursuite procédure instance
- ◆ Audience - procédure écrite
- ◆ Arrêt rejet ou cassation